

UN JOURNALISTE AUPRÈS DES LYCÉENS

L'homme qui rêvait d'un Freedom en Centrafrique

Présent à La Réunion dans le cadre de « Renvoyé spécial », le journaliste Romaric Kenzo Chembo a fait le tour des lycées de l'île cette semaine. Histoire d'un réfugié politique qui luttait pour donner la parole aux Centrafricains.

Radio Ndeke Luka, c'est un peu la radio Freedom de la République centrafricaine. En 2009, Romaric Kenzo Chembo lance l'émission « À vous la parole », un micro-trottoir amélioré où il va à la rencontre de la population. Pour avoir diffusé l'information de trop, il est obligé de fuir son pays. Invité à La Réunion, dans le cadre de Renvoyé spécial, une opération de Canopé et de la Maison des Journalistes, Romaric Kenzo Chembo a rendu visite à une vingtaine de lycées à La Réunion. Son histoire mérite d'être lue.

« Depuis que je suis ici, j'écoute beaucoup Freedom, raconte l'ancien journaliste de radio Ndeke Luka. Dans mon pays, je descendais dans la rue pour faire parler les gens de manière anonyme. Ils avaient la parole sur tous les types de sujets, sans aucune censure, mais sans injures. Je devais trouver 50 personnes en une journée. »

Dans un pays, où le pouvoir est tenu par les militaires et où le président François Bozizé a placé toute sa famille au gouvernement, le ton de l'émission détonne. Le pays a 60 % d'analphabètes, l'électricité en continu est réservé à quelques quartiers, alors les commentaires sont au vitriol. Et puis vient l'information « de trop ».

« Fin 2011, Teddy Bozizé, un des fils du président Bozizé découvre qu'il est amoureux de la même fille qu'un de ses amis, raconte Romaric Kenzo Chembo. Il a envoyé la garde présidentielle pour tabasser cet ami et son neveu. Il a menacé de les faire enterrer vivants. J'en ai parlé à la radio. »

Tabassé et poursuivi

Après l'émission, la pression s'accumule autour de Romaric Kenzo Chembo. Ses amis s'éloignent. Il ne peut faire un pas dans la rue sans que des militaires ne le suivent. Impossible dès lors d'interroger les passants, les militaires leur interdisent de parler. Un jour, il se fait arracher son enregistreur, c'est le début de l'escalade. A deux reprises, de nuit, des hommes viennent le tabasser, lui cassant deux côtes.

Les plaintes se perdent, les ministères ne répondent pas. Journaliste d'une radio financée par l'ONU, l'Union européenne, la France et les Etats-Unis, Romaric ne peut être tué sans risquer des représailles sur les



Romaric Kenzo Chembo a rencontré les lycéens de La Réunion cette semaine. (Photo David Chane)

aides que perçoit le pays. Sa vie n'en est pas moins un enfer. Sa femme quitte le domicile à cause des menaces qu'elle reçoit. Il est à son tour obligé de partir, après une tentative d'intrusion. Il habite un temps à la radio, mais ne peut y rester.

Les menaces touchent sa famille. Sa mère est démise de ses fonctions à la radio publique, son père est tabassé. « Un de mes amis à l'ambassade de France m'a obtenu un visa d'un mois, mais pour moi, il n'était pas question d'aller dans le seul aéroport, accessible par une unique route bordée de checkpoints. » Au bout de trois semaines, après avoir erré d'une planque à l'autre et voyant son visa expirer, Romaric quitte la capitale, direction le Cameroun.

Il se souvient de la pluie battante qui a rythmé sa marche cette nuit-là. A pied, il évite les checkpoints, parvient à Bouali, se cache dans la brousse. Impossible de manger, impossible de dormir, l'adrénaline le fait tenir près de 100 kilomètres encore. Là, il entend des hommes parler en Français. Craignant des soldats, il tend l'oreille, reconnaît leur accent. Ce sont des camionneurs camerounais qui rentrent au pays après avoir livré leur marchandise et réparent un pneu. Contre de l'argent, ils le prennent avec eux et l'emmènent au Cameroun. Là, il peut atteindre Douala. Il est sorti de son pays, mais pas encore sauf.

A l'aéroport de Douala, la police camerounaise le prend pour

un espion. Il n'a pas de visa d'entrée et pas d'autorisation de sortie du territoire en tant que journaliste. Cuisiné, il évoque l'ambassade de France de Bangui. Un des policiers prend le temps de vérifier, appelle l'ambassade de France à Douala. De coup de fil en coup de fil, l'ambassade confirme, puis lui vient en aide discrètement. « Sans la France, je serais mort », reconnaît-il.

Menaces de reconduction

Pourtant son arrivée à Paris ne va pas être simple. Avec un visa près d'expirer et aucune ressource, Romaric est conduit dans la « zone pour personnes en instance de rapatriement ». « C'est un immense centre au cœur de Roissy, à 10 minutes de l'aéroport. Il y a 400 personnes et on dort dans des chambres collectives. »

A l'expiration de son visa, des policiers viennent le chercher « pour le conduire auprès d'un juge d'instruction », manière de l'emmener sans résistance vers la passerelle. Quand il comprend qu'il est au pied de l'avion qui doit le ramener vers le Cameroun, Romaric crie, pleure, supplie. Par chance, les passagers d'un vol d'Air France assistent à la scène et commencent à filmer. Les policiers se replient avec Romaric vers le poste. On le met en garde à vue. « On me

reparle d'un juge d'instruction et je refuse de bouger, explique-t-il. Finalement, c'est un officier de police judiciaire qui vient me trouver. Il me demande pourquoi je veux rester en France. Je lui raconte mon histoire. »

Le policier sort alors un dossier qui reprend une partie du parcours de Romaric. Le procureur ne retiendra finalement aucune charge contre lui, juste un rappel à la loi pour troubles à l'ordre public. Romaric sort, libre, avec un statut de réfugié. Libre, mais sans un sou. « J'ai vécu pendant six mois dans la rue », se souvient-il. Atteint de tuberculose, il est hospitalisé dans l'Essonne. C'est là qu'il entend parler de la Maison des Journalistes qui vient en aide aux journalistes réfugiés politiques pour les aider à se loger, à publier des articles et à continuer de travailler.

Aujourd'hui Romaric Kenzo Chembo prépare un diplôme d'animateur pour travailler en parallèle de ses activités de journaliste. Son rêve, rentrer au pays quand le calme sera revenu et y créer une radio de libre antenne, à la manière de Freedom. « La radio exerce une très grande influence sur la population, explique-t-il. Celle-ci a besoin d'acquiescer une plus grande maturité politique. En France ma contribution au pays serait limitée, là-bas en Centrafrique, elle sera plus importante ! J'aurai plus à donner. » Donner la parole notamment.

Nicolas BONIN

Une république sous fortes tensions

Ancien Oubangui-Chari, territoire de l'Afrique équatoriale française, où le futur Martial Leclerc recruta les premiers contingents de la France libre, la République centrafricaine est indépendante depuis le 1^{er} décembre 1958. Après une période marquée par une longue dictature de Jean Bédél Bokassa, le

pays connaît sa première élection multipartite en 1993. En 2007, François Bozizé accède à la présidence de la République et inaugure un cycle de guerres civiles qui se poursuit avec le coup d'Etat du 24 mars 2013 mené par la Séléka (alliance en sango), soutenue par le Tchad. La Séléka se dit représenter les

musulmans du Nord du pays, mais est soutenue par des militaires soudanais ou tchadiens. Formé par d'anciens partisans de François Bozizé, des milices chrétiennes « anti-balakas » (anti-bandits) affrontent la Séléka. Le 23 juillet un accord de cessez-le-feu est signé. Fin octobre, à l'approche d'élections devant permettre

de sortir le pays de la crise, les violences ont repris, jusque dans des quartiers de la capitale Bangui qui étaient pourtant épargnées. Une force militaire mandatée par l'ONU, ainsi qu'un contingent franco-africain (opération Sangari), a été envoyée pour s'interposer.

FRONT DE GAUCHE 974

« Que les patrons arrêtent de pleurer »

Alors que le président du Medef, Pierre Gattaz, est à La Réunion à partir de demain, le Front de gauche 974 en a « marre » de ces patrons qui « en demandent toujours plus ».

« On voudrait que les patrons soient responsables et arrêtent de pleurer comme des gamins. Nous en avons marre d'entendre le Medef demander toujours plus ».

Jean-Paul Panechou, porte-parole du Front de gauche 974 est très remonté alors que le président du Medef national, Pierre Gattaz, arrive demain à La Réunion pour une visite de deux jours.

« La France, royaume de l'assistanat pour l'entreprise »

Celui qui figure en cinquième position sur la liste conduite par Jean-Hugues Rateon aux élections régionales reproche aux grands groupes d'avoir bénéficié d'un « chèque cadeau » de l'Etat pour « zéro emploi créé ».

Jean-Paul Panechou cite le crédit d'impôt compétitivité

emploi, « qui a profité à la grande distribution, où les emplois de caissières gagnant moins de 1 000 euros par mois ne sont pas pérennes. C'est une injustice sociale car les vrais emplois sont créés dans les petites structures, qui ont morflé. Qu'on fait nos parlementaires pour éviter cela ? »

« La vérité, c'est que La France est devenue le royaume de l'assistanat pour les entreprises, conclut le porte-parole du Front de gauche 974. Certains candidats aux régionales comme Didier Robert voudraient encore baisser le niveau de leurs charges. Mais on se fout de qui ? C'est complètement irresponsable. Les salariés, eux, paient leurs charges sociales. Il serait temps que les patrons les paient aussi et créent de vrais emplois. La Réunion en a besoin ».

C.B.



Le Front de gauche 974 demande aux grands groupes de créer de « vrais emplois ». (Photo David Chane)

TÉLÉVISION

Sébastien Folin cherche public 100 % réunionnais

Le Folin Hebdo : c'est le nom du nouveau talk-show diffusé sur France Ô les mardis soirs. « Pour la première de mon émission (tournée le 9 novembre à France Télévision), je souhaite avoir un public 100 % réunionnais pour m'amuser du fait que c'est mon émission. Elle porte mon nom, le logo reprend ma tête en pictogramme, il est d'ailleurs imprimé sur la table. Donc histoire d'enfoncer le clou je veux m'entourer d'un public de chez moi », commente l'animateur de télévision réunionnais.

Sébastien Folin explique : « Ma nouvelle émission s'appelle Folin Hebdo. Diffusée tous les mardis à 22h45 sur France Ô. Il s'agit d'un talk-show d'actualité et de débat. Un programme « d'info-

tainment » où nous allons jouer avec des faits d'actualité pour dire des choses intelligentes.

« Je serai entouré de chroniqueurs : Aline Afanoukoe (ex Nova et Europe 1), Leila Kaddour (France Inter et ex Arte), Frederick Sigrist (France Inter - dans mon équipe depuis deux saisons), Fabrice D'almeida (historien) et Vincent Cespèdes (Philosophie). »

Pour assister gratuitement à Le Folin Hebdo, envoyer un mail à publicfolinmail.com

Age minimum : 16 ans. Contact : France Télévisions, 13 boulevard du Général Martial Valin 75015 ParisMetro 8 Balard - RER C ou T3 - Pont Du Garigliano (Avec www.reunionnaisdumonde.com)



Sébastien Folin souhaite un public réunionnais pour sa nouvelle émission tournée lundi. (Photo R.O.)